

RECOMMANDATIONS SOU 22

Territorialisation des politiques publiques et le financement de l'action climatique | *Territorialization of public policies and the financing of climate action*

La tenue de cette session constitue l'occasion de mettre en place une plateforme multi-acteurs autour des questions de gouvernance verte, d'identifier les mécanismes de financement alternatif de l'action climatique au niveau des territoires tout en améliorant les stratégies d'intervention en terme de gestion des questions d'adaptation et d'efficacité énergétique dans un cadre inclusif et participatif.

Aujourd'hui les Etats se mobilisent à divers niveaux, local et régional, pour apporter des réponses d'adaptation et d'atténuation au sein des territoires. Les collectivités territoriales constituent un échelon d'intervention pertinent dans l'élaboration des réponses aux impacts négatifs des changements climatiques sur leurs territoires et qui se résument en : inondations, érosion côtière, insécurité alimentaire, dégradation de l'environnement, stress hydrique, accroissement de la pauvreté, risques sanitaires, troubles sociaux et/ou économiques, mouvements migratoires, etc....

Les gouvernements locaux représenteront l'interface entre leurs communautés dont ils sont dépositaires des plaintes et les acteurs engagés dans ce cadre de dialogue

Les entreprises du secteur privé à travers leur engagement sociétal et environnemental seront parties prenantes dans la mise en œuvre des projets et programmes. Les acteurs non étatiques devront en être la pierre angulaire et le régulateur en veillant au respect des engagements des différentes parties et à l'exécution correcte des programmes qui bénéficieront de manière effective aux communautés cibles.

Les Partenaires techniques et financières disposeront d'un meilleur moyen d'appréciation des besoins des communautés cibles tout en ayant une approche beaucoup plus cohérente et concertée de la panoplie des intervenants engagés dans les domaines liés au Développement durable. Mais ils disposeront surtout d'un cadre approprié pour faire part de leurs préoccupations, de leurs réserves mais aussi des appréciations qu'ils auront dans l'exécution des programmes

RECOMMANDATIONS SOU 22

Territorialisation des politiques publiques et le financement de l'action climatique | *Territorialization of public policies and the financing of climate action*

The holding of this session is an opportunity to set up a multi-stakeholder platform on green governance issues, identify alternative funding mechanisms for climate action at the territorial level while improving the intervention strategies in terms of managing adaptation and energy efficiency issues within an inclusive and participatory framework.

Today, central governments are mobilizing themselves at various levels, local and regional, to provide adaptation and mitigation responses within the territories. Local and regional governments constitute a relevant level of intervention in developing responses to the negative impacts of climate change on their territories, which can be summarized as: floods, coastal erosion, food insecurity, environmental degradation, water stress, increased poverty, health risks, social and / or economic unrest, migratory movements, etc, .

Local governments will represent the interface between their communities whose complaints they are the custodians, and the actors involved in this dialogue.

Private sector businesses through their societal and environmental commitment will be involved in the implementation of projects and programs. Non-state actors should be the cornerstone and the regulator, ensuring that the commitments of the various parties are respected, and the programs are implemented properly for the effective benefit of the target communities.

Technical and financial partners will have a better means of assessing the needs of the target communities while having a much more coherent and concerted approach to the range of stakeholders involved in areas related to sustainable development. But above all, they will have an appropriate framework to express their concerns and reservations, as well as their assessments of program implementation.